

**L'espérance ne vaut que si elle est partagée par les infortunés.  
C'est pourquoi il faut leur donner la parole.**

Voici quelques mots d'une femme détenue :

« Cellules n° 8 et 9 sans douche. WC au pied des lits, entre 6 et 8 m<sup>2</sup> pour deux. Aucune intimité.

Les murs dans les autres cellules suintent d'eau moisissures, champignons.

Pas de chauffage en journée (fonctionne deux heures pendant la nuit 4h - 6h du matin). Pas d'eau chaude. Pourtant dans les bureaux [de l'administration] il fait si chaud que le personnel doit ouvrir les fenêtres.

Courrier confisqué sans avertissement ni raison.

Pour moi, interdiction de porter mon alliance sous prétexte que je suis divorcée. Pourtant, je suis arrivée dans ces lieux avec elle au doigt. Pas de problème pour les autres détenues qui portent des bagues ou chaînettes.

Sorties lors de mes permissions retardées de 45 minutes, pourtant aucun retard n'est accordé pour le retour.

Rapport mensonger d'une des surveillantes, harcèlement moral...

La cellule est fouillée deux jours en suivant, sans raison valable...

Re-changement de poste sans préavis ni raison...

Je suis fouillée à corps, et non par palpation comme le prévoit la loi, tous les matins avant de prendre mon poste, au cas où je passe un écrit à la Directrice. La surveillante qui me fouille me dit : 'Nous ne sommes pas assermentées. C'est votre parole contre la nôtre'. »

La prison fait partie de nos sociétés. Non le désespoir du quotidien. Ici, sont en cause une prison dont l'état matériel appelle des réparations, un ordre moral mal fondé, des personnels de rang modeste, jaloux de leurs prérogatives, parce qu'ils sont eux-mêmes déconsidérés. Rien là-dedans dont la solution soit hors de portée.

Ce qui est beaucoup plus difficile à inventer est l'intérêt à porter à ce désespoir ; la connaissance de leur existence ; le respect de la dignité de la personne en toutes circonstances. De cela, nous sommes tous responsables. Cette attitude d'accueil, d'écoute, de respect de l'autre n'a pas à attendre la décision des autorités ou le déblocage des crédits nécessaires. Elle peut commencer aujourd'hui, si nous le voulons.